

Zeitschrift: Générations
Herausgeber: Générations, société coopérative, sans but lucratif
Band: - (2017)
Heft: 88

Artikel: Quatre Romandes inquiètes pour les droits des femmes!
Autor: Châtel, Véronique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-830285>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quatre Romandes inquiètes pour les droits des femmes!

Droit de disposer de son corps remis en question, inégalités professionnelles, etc. Les raisons de s'emparer de la Journée internationale de la femme, le 8 mars, ne manquent pas. Témoignages de quatre pionnières du féminisme.

Croix de bois, croix de fer, cet article aurait été écrit sans la proximité de la Journée internationale de la femme! Nul besoin d'avoir un prétexte pour se préoccuper des droits des femmes et de convenir, en scrutant l'actualité de ces derniers mois, qu'ils ont connu des périodes plus riantes. Notamment dans les pays occidentaux.

Entre la décision de Donald Trump de supprimer le financement d'ONG internationales soutenant l'avortement et la dépénalisation en Russie des violences domestiques res-

pensables du décès de nombreuses femmes, chaque année, entre l'incompréhension des autorités allemandes face aux centaines de plaintes déposées par les femmes agressées durant la nuit de la Saint-Sylvestre de 2015 à Cologne et les mouvements souhaitant ne plus rembourser l'IVG en Suisse, il y a vraiment de quoi s'inquiéter. Et ne pas s'exclamer au matin du 8 mars: «Mais pourquoi une Journée de la femme?»

Comme l'expriment les quatre consciences féministes plus loin, Martine Chaponnière, Simone Cha-

puis-Bischof, Marianne Ebel, Eliane Perrin: aucun droit acquis n'est garanti pour les générations à venir. Il s'agit donc de rester vigilantes. Et de trouver les mots pour passer le relais aux plus jeunes.

VÉRONIQUE CHÂTEL

AUTOUR DU 8 MARS

Parution du journal 8 Minutes, distribué dans les gares.

Lire l'agenda complet des actions sur notre site: www.generations-plus.ch >>>



JUSTIN NG/Keystone

Les attaques contre la cause féministe ont provoqué de nombreuses manifestations dans le monde, comme ici à Londres, en janvier dernier, où les femmes protestent contre les propos sexistes du président Trump.

Indignées, des féministes de la première heure disent leur inquiétude

« Mieux faire connaître les conquêtes des femmes »

Simone Chapuis-Bischof, 85 ans (VD). Active à la Maison de la Femme à Lausanne www.maisondelafemme.ch

« L'histoire a des hoquets qui me désespèrent. On a eu du mal à débarrasser les lois des discriminations qui existaient à l'égard des femmes, on luttait avec un succès mitigé contre les stéréotypes dans lesquels nous emprisonnait la religion chrétienne... et voilà que ces stéréotypes réapparaissent plus forts que jamais sous la pression de certains partis d'extrême droite et la religion musulmane. Autre point qui me chagrine: l'égalité hommes-femmes au niveau des salaires. Bien sûr, on n'en est plus à ce qui prévalait dans les années 70. Car on revient de loin. Je me souviens combien cela choquait mes collègues enseignants que je milite pour l'égalité salariale:

« C'est vilain de lutter pour de l'argent. » Ce n'était évidemment pas pour l'argent, mais pour la justice! L'administration a fait des progrès dans ce domaine, mais cela n'est pas vrai dans toutes les professions. Si les femmes gagnent moins que les hommes, c'est aussi parce qu'elles n'accèdent pas aux mêmes postes à responsabilité ou, alors, parce qu'elles choisissent plus souvent que les hommes des emplois à temps partiel pour s'occuper de leurs enfants. Résultat: leur retraite est inférieure à celle des hommes. Enfin, ce qui reste décourageant, quand on connaît l'histoire des femmes et leur combat pour obtenir le droit de vote et d'éligibilité: leur faible présence dans les autorités politiques, car elles ne sont pas élues. C'est pourquoi je fais partie de l'association Politiciennes.ch qui a soutenu les candidatures féminines lors des élections communales vaudoises de 2016 et qui va récidiver pour les prochaines élections cantonales. »

« Il faut favoriser le souffle collectif! »

Martine Chaponnière, 67 ans (GE). Auteure de plusieurs ouvrages sur le genre, dont « Tu vois le genre? » (avec Silvia Ricci Lempen, Editions d'En bas, 2012).

« J'ai rencontré le féminisme après mai 68 et j'ai rallié le MLF dès sa création. Depuis, je n'ai jamais cessé de prendre part aux groupes de réflexion sur la question du genre et les droits des femmes. Je me situe dans la lignée des féministes égalitaristes qui considèrent que les rapports entre les sexes sont le fruit d'une culture. C'est pourquoi, aujourd'hui, je suis inquiète par ce que j'observe: le port croissant du voile à l'école. C'est politiquement très incorrect de dire cela, car nous sommes dans une société qui donne beaucoup de valeur au multiculturalisme. N'empêche! Le port du voile représente, à mes yeux, l'appropriation du corps des femmes par les hommes et le tolérer — jusque dans les écoles

— représente un grand danger pour toutes les femmes. L'oppression des femmes dans l'histoire est passée par l'oppression de leur corps. Le droit de disposer librement de leur corps est, avec l'instruction, la base de toute émancipation. Ce qui s'est passé à Cologne, le soir du réveillon de 2015 — des centaines de femmes ont été tripotées et agressées sexuellement par des migrants de culture musulmane — aurait dû générer plus de réactions et des manif. Autre point qui me préoccupe: le manque de lieux pour débattre de la condition féminine en Suisse. Certes, il existe dans chaque canton un Bureau de l'égalité hommes-femmes. Mais ce sont des fonctionnaires, payés par l'Etat, qui les animent. La parole n'est plus spontanée. Et peu propice au souffle collectif. Pour résister aux mouvements réactionnaires qui s'affirment un peu partout, y compris en Suisse, il faut sortir de son retranchement individualiste. »

« Ne pas oublier qu'on peut dire "non"! »

Eliane Perrin, 72 ans (NE). Sociologue du corps et de la santé.

« Très jeune, j'ai pris conscience des inégalités hommes — femmes: ma première révolte remonte aux cours de tricot obligatoires à l'école primaire dans le canton de Neuchâtel. Plus tard, étudiante et militante, j'ai participé aux manif des années 60. Ce

qui m'inquiète aujourd'hui? Les attaques contre le droit à l'avortement qui s'opèrent insidieusement. En Suisse, il a été attaqué sur le plan économique au prétexte qu'il coûterait cher aux assurances maladie. En France, il est attaqué par les « pro-vie » catholiques qui s'appuient sur les progrès de la science pour remettre en question la définition du début de la vie. Aux USA, des églises évangéliques proposent que la contraception et l'avortement soient libres et gratuits pour les femmes de couleurs et interdits aux femmes blanches pour que les Blancs restent majoritaires. Autre source d'inquiétude: l'arrivée au pouvoir, un peu partout dans le monde, de leaders autoritaires, renvoyant les femmes à leur rôle de mère et les hommes à celui de protecteur des femmes et des enfants. Il est temps de ne pas oublier qu'on peut dire "non", si on n'est pas d'accord. »

« Repenser notre système de valeurs pour mieux penser la condition féminine »

Marianne Ebel, 68 ans (NE). Membre de la coordination suisse de la Marche mondiale des femmes www.marchemondiale.ch

« Je suis devenue féministe en 1968. J'ai participé à la création du MLF à Neuchâtel et je n'ai jamais quitté le terrain de la lutte féministe depuis lors. Le droit de vote des femmes en Suisse ne date que de 1971! Quand mes enfants sont nés, les congés maternité n'existaient pas, ni le droit à l'avortement. Il y avait beaucoup de conquêtes à mener. On a certes beaucoup avancé, mais je suis imprégnée de cette phrase de Simone de Beauvoir: « N'oubliez pas qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. » Elle avait vu juste! Je suis convaincue que les femmes doivent construire une solidarité au niveau international. Et s'unir à travers les générations, les cultures, les pays d'origine. Ce qui provoque en moi un grand sentiment d'injustice aujourd'hui? L'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes. Dans un pays où le partage des rôles n'est pas égalitaire, où les femmes assument l'essentiel de l'éducation des enfants, des solidarités intergénérationnelles, du travail domestique, je trouve scandaleux qu'on ajoute un an avant de leur accorder un droit à la retraite. C'est nier le travail non rémunéré qu'elles fournissent toute leur vie et qui devrait être mieux partagé par les hommes. Mais cette réalité dépasse la question des relations hommes — femmes: cela concerne aussi notre modèle économique capitaliste et la valeur que nous donnons aux choses. »

Manifestante anti-Trump, en janvier dernier.

JUSTIN NACREPORE